

Urban History Review Revue d'histoire urbaine

URBAN HISTORY REVIEW
REVUE D'HISTOIRE URBAINE

Stelter, Gilbert, and Alan F.J. Artibise, eds. *Power and Place: Canadian Urban Development in the North American Context*. Vancouver: University of British Columbia Press, 1986. Pp. 398. Illustration, maps, tables. \$29.95 cloth

Jean-Pierre Collin

Volume 16, Number 1, June 1987

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1017953ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1017953ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Urban History Review / Revue d'histoire urbaine

ISSN

0703-0428 (print)

1918-5138 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Collin, J.-P. (1987). Review of [Stelter, Gilbert, and Alan F.J. Artibise, eds. *Power and Place: Canadian Urban Development in the North American Context*. Vancouver: University of British Columbia Press, 1986. Pp. 398. Illustration, maps, tables. \$29.95 cloth]. *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, 16(1), 126–128. <https://doi.org/10.7202/1017953ar>

This is a provocative work, and a very good one. It is not as conclusive as it might be. Then again, very little is.

Charles Gordon
Department of Sociology and Anthropology
and the School of Architecture
Carleton University

Stelter, Gilbert, and Alan F.J. Artibise, eds. *Power and Place: Canadian Urban Development in the North American Context*. Vancouver: University of British Columbia Press, 1986. Pp. 398. Illustration, maps, tables. \$29.95 cloth.

Dans *Power and Place*, Gilbert A. Stelter et Alan F.J. Artibise ont rassemblé quelques-unes des communications présentées à la Canadian-American Urban Development Conference, tenue en août 1982 à l'Université Guelph. Outre l'introduction de Stelter et l'essai de Mercer et Goldberg, qui sert de conclusion au recueil, les articles ont été regroupés sous trois grandes rubriques. Le premier bloc regarde le poids du politique sur la croissance économique des villes canadiennes. Cela est surtout vrai des textes de Simmons et Babcock, car, dans le cas de E. Bloomfield, l'économie politique n'est qu'en aval du problème principal posé par l'article.

Le second bloc de contributions, nettement le plus important par la taille, s'intéresse à l'éventail des forces privées à l'oeuvre dans la géographie physique de la ville (city-building process). L'accent est placé, tour à tour, sur les promoteurs urbains individuels (Buggey), sur les promoteurs corporatifs (Saarinen, Armstrong et Nelles) et sur l'articulation entre les deux (Gilpin). On nous entretient, par ailleurs, de l'importance des courants de pensée et des pratiques professionnelles en architecture (Lambert) et en urbanisme (Saarinen, Smith). Sont pris en compte, les rapports de pouvoir mais non les facteurs proprement politiques; sauf pour le texte de E. Bloomfield, inséré dans la rubrique précédente.

Les trois articles de la dernière rubrique se rejoignent par leur intérêt pour la question de l'exercice du pouvoir local. Les textes de Wichern et McCarthy s'attardent à certains résultats des relations ville centrale-banlieue. Celui de Taylor, plus ambitieux, propose une interprétation générale de la montée et du déclin de l'autonomie municipale au Canada.

L'ambition principale de *Power and Place*, est formulée par G.A. Stelter de la manière suivante: «It should be possible, however, to explore the implications of power in its various manifestations in the urban context without a doctrinaire commitment to any particular interpretation». Cette perspective pragmatique ouvre des avenues intéressantes qu'il faut souligner ici. D'abord, convenons-en,

le domaine des relations entre les phénomènes de pouvoir, d'une part, et la structuration physique des milieux urbains, d'autre part, est un champ de recherche fort négligé au Canada. Au stade du défrichage, plutôt qu'à celui de la consolidation de connaissances acquises, l'ouverture à des problématiques, même très éloignées les unes des autres, me semble l'attitude la plus profitable. Le pragmatisme de *Power and Place* offre trois avantages sérieux.

En premier lieu, il permet de rendre compte de la diversité réelle des angles d'approche du thème à l'étude. Ainsi, il y a des phénomènes de pouvoir qui partent de l'État central (Simmons) mais d'autres se déploient à petite échelle avec, à la limite, un seul acteur (l'étude de Buggey sur John D. Nash). Ou encore, l'impact d'une culture socio-politique plus collectiviste du côté canadien que du côté américain peut être analysé dans ses dimensions nationales (Mercer et Goldberg) ou être discutée à l'aide des détails d'une étude de cas (Babcock).

En second lieu, toute conceptualisation achevée des rapports entre le politique et l'aménagement de l'espace urbain devra pouvoir tenir compte de la structure fédérale canadienne, de cette répartition des pouvoirs qui a, bien sûr, ses contraintes mais aussi ses zones de flou et ses régionalismes. Seule une ouverture à des points de vue diversifiés permet de rencontrer cette exigence. Enfin, le recueil de Stelter et Artibise rassemble des contributions provenant de plusieurs horizons disciplinaires. Outre les historiens, on y trouve des géographes, des architectes et des politologues.

Bref, je souscris à la perspective générale du livre. Néanmoins, j'aurais apprécié que les éditeurs se fassent plus contraignants. Les contributions sont de qualité mais, à la manière d'un puzzle inachevé, abordent chacune un objet trop particulier et surtout un objet qui n'est par relié de manière évidente à celui des autres articles, y compris parfois ceux de sa rubrique. À défaut de leur imposer un cadre théorique, une problématique générale, voire, comme le fait Stelter dans le chapitre introductif, simplement un cadre de référence des principaux thèmes de l'histoire urbaine depuis quinze ans, il aurait été intéressant, me semble-t-il, d'obliger chaque auteur de reprendre explicitement une ou quelques questions lors du traitement de son sujet, si particulier et si spécifique soit-il.

Ainsi, la comparaison entre le Canada et les États-Unis ou, pour aller dans le sens du sous-titre, la prise en compte du contexte nord-américain aurait dû être une préoccupation plus soutenue. En fait, la moitié des articles n'abordent pas cet aspect ou ne lui concèdent que quelques allusions. Ou encore, il y aurait eu un intérêt d'amener chaque collaborateur à se prononcer sur l'hypothèse centrale du livre, telle que formulée page 265 «... that state and political power have a tangible effect on urban growth patterns...».

Ces remarques étant faites, je crois qu'il faut surtout insister sur un point. Ces «articles» sont généralement d'une grande qualité documentaire et à l'enseigne de la clarté dans l'exposé. Il y a là un intérêt majeur pour cet ouvrage. Et, pour rendre justice aux collaborateurs, autant qu'à l'économie générale du livre, il nous faut maintenant les considérer un à un.

Les trois premiers articles sont consacrés à l'économie politique de la croissance urbaine. Cette section du livre s'ouvre par le texte de J. W. Simmons qui soutient qu'étant donné sa petite taille et ses qualités d'ouverture sur le monde, le système urbain canadien serait fondamentalement différent n'eût été le développement, depuis 1891, d'un secteur public fort. Simmons retient quatre processus majeurs de l'influence de la croissance de l'État (dans ses trois paliers) sur le réseau urbain canadien. «L'encadrement» général du système urbain par quelques grandes politiques nationales (accords tarifaires, politiques d'immigration, . . .) détermine la qualité de ses relations avec le monde. La géographie interne du système urbain a la «cohésion» que lui inspire les programmes de transport et de communication. Les paiements de transferts, la lutte aux disparités régionales, l'emploi dans le secteur public, . . . agissent autant comme des éléments d'homogénéisation» de l'urbain que de stabilisation démographique de chacune des communautés, malgré les variations de l'économie de marché. À la lumière d'indices préliminaires, Simmons évoque les similitudes probables entre les rôles du secteur public aux États-Unis et au Canada.

Cette conclusion, à peine esquissée notons le bien, lui est suggérée, entre autre, par l'article de Babcock qui conteste l'explication des différences dans le degré d'intervention étatique par la confrontation de deux cultures : l'une, canadienne, d'abord orientée vers la collectivité; l'autre, américaine, naturellement dominée par l'esprit d'initiative privée. Ainsi sa comparaison des stratégies suivies, au tournant du siècle par deux villes rivales pour le contrôle du commerce portuaire canadien (St. John, N-B et Portland, Me) et des combinaisons d'interventions publiques et privées qui en découlent, accorde un pouvoir explicatif plus grand aux caractéristiques formelles des deux fédéralismes en présence et aux éléments de la conjoncture locale.

E. Bloomfield adopte, elle aussi, une perspective localiste. Elle repose une question, devenue classique, de la science politique, depuis l'étude de Dahl sur New Haven, à propos de deux communautés jumelles de la grande région torontoise — Kitchener et Waterloo : qui gouverne et au profit de qui ? L'intérêt de l'analyse de madame Bloomfield est d'illustrer qu'au delà de la transition entre l'exercice élitiste et l'exercice pluraliste du pouvoir local, qui paraît s'imposer à l'évidence ici comme ailleurs, la prise en compte des caractéristiques fines des leaders étudiés, de leurs relations de parenté et de leurs attaches religieuses atténue la portée véritable de cette tendance.

Le thème des forces ou facteurs privés à l'oeuvre dans l'établissement du paysage urbain comprend six contributions qui partagent un caractère monographique. S. Buggie attire notre attention sur un cas exemplaire, celui de J.D. Nash, un entrepreneur et homme d'affaires éminent de la capitale néo-écossaise au milieu du siècle dernier. L'analyse de S. Buggie démontre que, tout en étant subsidiaire à l'ensemble de ses activités d'affaires, le rôle de Nash dans les domaines foncier et immobilier n'est pas purement spéculatif mais qu'il s'intègre dans la vision du Halifax à bâtir que véhiculent chacune de ses entreprises économiques.

L'importance de la grande promotion urbaine, du «boosterism», dans l'histoire économique, est une préoccupation que partage J. Gilpin. Son article décrit, pour Edmonton au tournant du siècle, les stratégies de mise en marché du sol, potentiellement urbain, par les grands propriétaires et bâtisseurs, en fonction de leurs interactions obligées avec deux acteurs corporatifs : les compagnies de chemin de fer et les gouvernements locaux. J. Gilpin s'inspire d'un modèle descriptif suggéré, récemment, par M. Doucet. Dans le contexte d'une étude de cas, balisée dans le temps et dans l'espace, on aurait aimé que l'auteur dépasse le stade de la description pour aborder des hypothèses explicatives, comme le font C. Armstrong et H. V. Nelles.

Pour la période 1896-1930, ces derniers tentent de retracer les composantes du modèle de décision propre aux compagnies de transport urbain collectif (les tramways) dans trois grandes villes canadiennes : Montréal, Toronto et Vancouver. Leur étude, une des meilleures du recueil, innove au plan de la méthode en considérant les rapports de pouvoir multilatéraux d'un brochette d'acteurs. Ainsi, au-delà de l'objectif ultime de la maximisation des profits, on apprend à reconnaître la variété des manoeuvres possible des compagnies de transport en commun face à la configuration locale de leurs alliés et de leurs opposants (spécULATEURS fonciers, gouvernements provincial et locaux, . . .).

Le thème de la variété des stratégies pour répondre à un objectif similaire est repris par O. W. Saarinen à l'occasion d'un exposé sur les modèles d'organisation spatiale des communautés, du nord de l'Ontario, à fondement économique unique (une ressource primaire, un secteur industriel ou une firme). L'auteur propose une typologie qui, tout en tenant compte de l'évolution des bases économiques des communautés dépendantes, donne, finalement, le premier rôle aux changements apparus, depuis 1883, dans les techniques de la planification. Cet ascendant accordé aux pratiques professionnelles sur la détermination du paysage urbain forme, en outre, l'essentiel de l'argumentation de deux autres articles.

P. Lambert raconte, en partant du régime français, l'histoire de quelques îlots du centre de Montréal : Milton Park. Elle prétend que les idées successives de la ville, qui furent celles des architectes, d'une part, et des citoyens,

d'autre part, ont façonné puis refaçonné plusieurs fois ce petit coin de ville. Le propos de P. Lambert n'a toutefois pas toujours toute la clarté souhaitable : surtout lorsque l'auteure établit un lien peu explicité, mais semble-t-il déterminant, entre des modes d'occupation et des systèmes capitalistes imprécis.

Pour sa part, P.J. Smith est préoccupé de retracer les courants de la pensée planificatrice qui ont modelé, au Canada, les pratiques de la planification urbaine et régionale et de jauger l'importance véritable de chacun. Son étude de la législation albertaine de 1929, alors avant-gardiste sur plusieurs points, nous indique qu'au Canada, les techniques de la planification sont surtout le résultat d'une assimilation des pratiques planificatrices de la Grande-Bretagne en y adaptant plusieurs des nouveautés américaines de l'époque.

Des trois articles du recueil portant sur la configuration des gouvernements locaux, celui de J.H. Taylor est indéniablement le plus original et le plus stimulant. Sa chronologie de la montée et du déclin de l'autonomie municipale face au pouvoir provincial, depuis 1800, tente une hypothèse qui intègre, ce qui est rare, toutes les parties de la confédération canadienne. La naissance et la montée de l'autonomie municipale dans toutes les provinces serait le résultat d'un phénomène d'identification forte des élites économiques montantes avec les places urbaines. Au fur et à mesure que des secteurs de l'économie ont échappé à l'emprise de cette relation, que les élites ont cessé d'appartenir à un espace pour s'identifier à une organisation, l'autonomie municipale a été de plus en plus soumise aux diktats des gouvernements provinciaux.

Taylor dégage une périodisation des relations municipales-État central qui est implicitement admise par P. Wichern et M.P. McCarthy. Les années entourant la Première Guerre mondiale forment le point de rupture le plus significatif. À l'interventionnisme provincial sélectif, des années 1880-1910/1920 succède un interventionnisme multiforme, plus substantiel et plus envahissant (Taylor). Par ailleurs, les côtoiements politiques entre les leaders de la banlieue et ceux de la ville centrale qui ont souvent eu pour résultat l'annexion de la banlieue, sous l'influence partielle du mouvement de réforme urbaine et des idées progressives en général (McCarthy) se transforment en un état d'opposition nette et continue. La gestion du rapport ville-banlieue et la gestion de la croissance suburbaine exige de nouvelles solutions perceptibles dans le passage du réformisme municipal au réformisme métropolitain (Wichern).

Dans ce dernier bloc d'articles, les auteurs abordent de manière plus explicite l'aspect comparatif. Sans nier les différences d'approches, ils ont plutôt tendance à insister sur l'existence d'un parallélisme fort entre les expériences canadiennes et américaines; un parallélisme qui n'est qu'atténué par certains décalages temporels.

Le dernier article du recueil tente de situer ces comparaisons partielles dans un contexte plus large. Le texte de Mercer et Goldberg s'interroge sur l'existence d'une telle chose que «la ville nord-américaine» en prenant pour variable explicative (ou indépendante) la culture socio-politique, les valeurs les plus largement partagées, de chacune des deux sociétés nord-américaines de langue anglaise. Prudents, les auteurs ne proposent aucune conclusion tranchée car beaucoup d'études empiriques seront nécessaires avant d'y arriver. Néanmoins, ils cherchent à sensibiliser le lecteur au fait que l'orientation généralement plus individualiste de la culture sociale américaine, d'une part, et la plus grande réceptivité des canadiens à l'intervention des pouvoirs publics, d'autre part, ont logiquement tendance à façonner une vie urbaine collectiviste au Canada et plus privatisée aux États-Unis.

Les monographies, interprétations et mises en situations, dont on vient de faire état à gros traits intéresseront les spécialistes et les étudiants en histoire urbaine au Canada. Bien sûr, l'ouvrage n'a pas de prétention totalisante. Il n'a pas de portée théorique générale et les aspects laissés dans l'ombre sont nombreux. En dresser la liste serait cependant un exercice de peu d'utilité. Le recueil de Stelter et Artibise remplit bien sa mission exploratoire : mettre en évidence la nécessité, en histoire urbaine, de considérer les effets du politique sur le paysage urbain et susciter de nouvelles recherches en ce domaine.

Jean-Pierre Collin
INRS-Urbanisation
Montreal

Taylor, John H. *Ottawa: An Illustrated History*. Toronto: James Lorimer and Company and Canadian Museum of Civilization, National Museums of Canada, 1986. Pp. 232. Illustrations. \$27.95 cloth.

Ottawa: An Illustrated History is a very attractive book — almost too attractive. With its abundant illustrations and pages wider than they are long one's first impression is that this must be a sort of coffee-table book — heavy on appearance but light on content. But this is not the case. Far from being merely decorative, the illustrations are an integral part of the argument of the book. They bring to life such abstract categories as "economic factors" — we see the logs going down the Ottawa River — and "community factors" — we see the St. Jean Baptiste parade of 1913. It is indeed interesting to see how many of them — particularly from the earliest period but also the most recent — feature the rivers and their impact on the physical development of Ottawa. This is particularly interesting in view of the National Capital Commission's recent efforts to give back to the rivers their central place in the capital. The post-war development